

Retraites, emploi, salaires, service public : au MCC, nous avons toutes les raisons de nous mobiliser massivement le 10 septembre

Les organisations syndicales de la Fonction publique CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, appellent tous les agents de la Fonction Publique à se mobiliser, à se mettre en grève avec les salariés du secteur privé dans les manifestations qui se tiendront dans toute la France le 10 septembre 2013 pour rejeter le projet de réforme des retraites porté par le gouvernement Ayrault.

Ce projet de loi qualifié de « juste » par le gouvernement, accroît en réalité la fragilisation de notre système de retraites. Les trop faibles mesures concernant la pénibilité et les injustices faites aux femmes et aux temps partiels ne peuvent en aucune façon masquer la réalité d'une réforme qui valide et confirme les options libérales imposées par la droite ces dernières années. Ensemble, public-privé, nous devons nous mobiliser pour exiger du gouvernement qu'il renonce à la logique régressive des contre-réformes de 1993, 2003, 2007 et 2010.

L'annonce d'un allongement de la durée des cotisations à 43 ans, en 2035 pour les nés de 1973 et après, constitue une provocation et une véritable hypocrisie. Cet allongement recule de fait l'âge de départ à la retraite et signe inévitablement la baisse des pensions pour tous les futurs retraités.

En 2010 l'actuelle majorité gouvernementale a combattu la loi Fillon. Le projet actuel non seulement valide celle-ci mais l'aggrave bel et bien.

Ce que nous n'avons pas accepté en 2010 nous ne l'accepterons pas davantage en 2013 !

S'agissant du financement, encore une fois, le gouvernement fait le choix de réduire le pouvoir d'achat des salariés et des retraités et déroule un tapis rouge pour le monde de l'entreprise qui sera le seul, sous la pression du MEDEF, à bénéficier d'une mesure de compensation en échange de la hausse des cotisations patronales.

Il est parfaitement possible de financer les retraites à condition de construire des alternatives par l'apport de ressources nouvelles, et par une refonte profonde de la fiscalité. L'avenir et le financement durable des retraites et plus largement de la protection sociale passent nécessairement, on le sait bien, par la création d'emplois et l'augmentation des salaires. L'austérité imposée par ce gouvernement à la suite de ses prédécesseurs constitue un risque économique majeur et nous conduit tout droit à la paupérisation.

Il est urgent d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public, ce qui impose de revaloriser réellement le SMIC et d'en finir avec le gel du point d'indice.

Dans une situation où il y a près de 5 millions de chômeurs et chômeuses, où la moitié des salariés ne sont plus dans l'emploi au moment de faire valoir leur droit à la retraite, les projets du gouvernement sont inacceptables.

Face à la gravité des enjeux, nos organisations syndicales à la culture ont jugé indispensable d'agir dans l'unité. Il est en effet de notre responsabilité de faire bloc, bien sûr pour défendre les retraites, mais également pour sortir le ministère de la culture du marasme qui le frappe tant en termes de budget, d'emplois, que de missions et de déroulements de carrières.

Avec les organisations syndicales CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES de la Fonction publique, l'intersyndicale culture s'engage résolument contre ce projet et appelle à la journée d'action interprofessionnelle du 10 septembre, pour mettre un coup d'arrêt à cette nouvelle attaque de nos droits à la retraite.

A l'occasion de cette journée de grève et de manifestations, l'intersyndicale CGT, FO, FSU, SUD du ministère de la culture entend bien adresser un message de mobilisation fort et clair à Aurélie FILIPPETTI.